EDITO

Pour des milliers de personnels non-titulaires, la rentrée rime avec incertitude, grande précarité, mais surtout chômage. Alors que le ministère communique largement sur la réussite de ses concours et le nombre « suffisant » de personnels, il passe sous silence le non-renouvellement institutionnalisé de collègues, victimes des suppressions de postes et fruit de la politique d'austérité. Il oublie surtout de reconnaitre la persistance des manques de personnels dans les écoles et établissements. Plutôt qu'améliorer les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves en maintenant en poste tous·tes les non-titulaires, le ministère s'est à nouveau servi d'eux·elles comme variable d'ajustement. C'est aussi ça la précarité que nous dénonçons. Elle est renforcée par certaines difficultés récurrentes : attestations France Travail délivrées en retard, primes de fin de contrat difficiles à obtenir, congés payés contestés ou versés tardivement. Les règles se complexifient et les décisions, trop souvent prises sans transparence ni anticipation, ont des conséquences négatives sur l'emploi.

NON-TITULAIRES : UN VÉRITABLE PLAN SOCIAL EN CETTE RENTRÉE 2026

Pour les collègues encore en poste (CDD et CDI), cette rentrée reste compliquée : affectations tardives et non satisfaisantes (multi-affectations, sous-services…), effets délétères de la cyberattaque … Certaines affectations sont tout simplement impossibles à accepter et les personnels sont coincés dans un choix contraint : refuser et être considérés comme démissionnaires avec à la clé le chômage sans indemnisation ou accepter une affectation imposée intenable au détriment de leur travail et vie personnelle...

Pour la CGT Éduc'action, cette gestion ministérielle brutale des non-titulaires en cette rentrée ne doit pas entrainer d'opposition entre eux·elles et les stagiaires ou les titulaires. **Elle rappelle sa revendication d'un plan de titularisation, sans condition de concours et de nationalité, de tous les personnels non-titulaires.**

Face à la précarité, la CGT a un projet !

CGT Éduc'action
263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL
www.cgteduc.fr
0155827655
unsen@cgteduc.fr
@CGTEducactionofficiel
@cgt_educ
@cgteducaction

EDITO (SUITE ET FIN)

Conditions de travail : Les personnels non-titulaires subissent de plein fouet la dégradation des conditions de travail : surcharge des missions, multiplication des tâches administratives, manque de reconnaissance, affectations subies, réorganisations et suppressions de postes… À rebours, nous revendiquons des moyens à la hauteur des besoins, moins d'élèves/classe, une baisse du temps de travail pour toutes et tous, des créations de postes et de véritables droits pour les personnels précaires.

Salaire – Retraite – inégalités Femmes-Hommes – Précarité : salaires insuffisants, carrières discontinues, temps partiels imposés, pensions dégradées : les non-titulaires sont particulièrement exposé·es aux inégalités. La précarité ne doit plus servir de variable d'ajustement. La CGT revendique de véritables garanties salariales, des droits à la retraite dignes et l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Sens du métier : Tri social, tout-évaluation, injonctions contradictoires, multiplication des tâches administratives et pression hiérarchique : les réformes successives vident les métiers de leur sens. Pour les non-titulaires s'ajoutent affectations tardives, changements d'établissement subis et absence de formation. Nous voulons pouvoir exercer nos métiers dans de bonnes conditions, avec des droits, de la reconnaissance et une véritable formation.

Notre projet d'Ecole à rebours des idées réactionnaires : précarité institutionnalisée, management toxique, réformes réactionnaires et logiques de tri social : les personnels non - titulaires sont en première ligne. Face à la montée des idées d'extrême droite, à la militarisation de l'École et aux discriminations qui touchent personnels comme élèves, la CGT Éduc'action défend une École publique égalitaire, émancipatrice et inclusive, aux côtés notamment des élèves sans-papiers et des mineur·es isolé·es.

Voter CGT en décembre 2026, c'est refuser la précarité, défendre nos droits et porter un autre projet pour l'École.

CGT Éduc'action
263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL
www.cgteduc.fr
0155827655
unsen@cgteduc.fr
@CGTEducactionofficiel
@cgt_educ
@cgteducaction